

que nous parvenions à produire suffisamment pour alimenter la population prévue pour les prochaines 30 années.

● (1430)

Cette année, des rapports font état d'un début de famine en Inde et dans le nouvel État du Bangla Desh. Nous avons vu les prix des denrées alimentaires augmenter dans le monde entier pour la simple raison qu'il semble y avoir pénurie. Le député qui m'a précédé a mentionné l'augmentation substantielle du prix des grains fourragers. Il serait probablement intéressé d'apprendre que l'automne dernier les États-Unis ont supprimé tous les contingentements imposés aux importations de viande de bœuf et d'autres produits de boucherie en raison de la pénurie de denrées alimentaires contenant ce type de protéines. Il serait également intéressé d'apprendre que la France, célèbre pour ses tarifs douaniers, s'est également trouvée aux prises avec une pénurie de protéines et a supprimé récemment sa taxe sur la valeur ajoutée de 20 p. 100. Ainsi, divers pays cherchent à pallier à cette pénurie en supprimant les barrières douanières et en mettant fin à la protection dont bénéficiaient leurs industries de l'alimentation. Cela montre qu'il ne s'agit pas d'un problème uniquement canadien mais mondial et cela aussi bien à court qu'à long terme.

Il est intéressant de noter que le contrôle des prix et des salaires imposé aux États-Unis exemptait expressément les produits agricoles bruts alors que le contrôle s'appliquait à tous les autres produits agricoles et au secteur de la transformation industrielle des denrées. Malheureusement, même si les députés d'en face le nient, il n'y a pas de solution simple à ce problème. Le Canada, en tant que pays où le commerce international compte pour 25 p. 100 du produit national brut et occupe une personne sur cinq, n'est pas immunisé contre ces facteurs inflationnaires qui échappent à son contrôle. Notre économie tente de fonctionner dans un cadre international et ne peut faire autrement, ce qui entraîne pour nous certaines conséquences. Il me semble que les problèmes, qui occasionnent l'inflation, et qui frappent non seulement le Canada et les États-Unis mais le monde tout entier, ne peuvent pas être résolus au niveau local mais uniquement au niveau international. L'une des réalités de la vie économique est qu'un certain nombre de facteurs qui nous affectent, nous et notre niveau de vie, échappent à notre contrôle. La politique canadienne a toujours été d'agir par l'intermédiaire des organismes internationaux tels que la FAO, les Nations Unies et le Groupe des Dix pour essayer de résoudre les problèmes communs à tous les pays. Je pense que la solution à ce problème ne se trouve pas dans les délibérations de la Chambre des communes, mais dans celles des organismes mondiaux.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'alimentation. Au cours de la dernière campagne électorale, quatre candidats se sont présentés dans la circonscription de Kenora-Rainy River; le candidat conservateur, le candidat NPD, un candidat indépendant et moi-même. Le candidat indépendant a fondé son programme sur le revenu annuel garanti et sur la question de l'alimentation. Au cours de cette campagne électorale, il a essayé d'insister sur le fait que la valeur nutritive des produits que nous achetons n'est pas aussi satisfaisante qu'elle le devrait et qu'il existe d'autres moyens d'acquérir les éléments nutritifs dont nous avons besoin. Le gouvernement fédéral a subventionné une étude sur l'alimentation afin de savoir si les Canadiens se nourrissaient bien, s'ils savaient choisir leurs denrées alimentaires parmi celles qui leur sont

Denrées alimentaires—Comité

proposées et si elles sont effectivement préparées de façon que leur valeur nutritive n'en soit pas altérée. Les rapports préliminaires qui résultent de cette étude ne sont pas particulièrement encourageants, car ils indiquent qu'un grand nombre de Canadiens ne profitent pas de la valeur nutritive des produits alimentaires qui sont à leur disposition. Une anecdote pourra peut-être illustrer ce point.

En causant avec un épicière, je l'ai interrogé sur la valeur nutritive d'un certain nombre de denrées alimentaires, en particulier les produits préparés et il a déclaré que le plus tragique de l'affaire...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps de parole qui lui a été accordé par la Chambre hier, et qui a été prolongé à cause des interpellations, est maintenant écoulé. Le député pourra continuer avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: Consentement refusé. Le député de Burnaby-Seymour.

M. Ed Nelson (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur j'aimerais consacrer une partie de mes remarques au soutien de l'amendement présenté par le député de Scarborough-Ouest (M. Harney) ce matin. En passant, puis-je faire remarquer au député de Kenora-Rainy River (M. Reid) que pour ce qui est des délais, le gouvernement actuel a bénéficié de nombreuses années et que l'électorat lui en a déjà imposé un délai. Le 30 octobre, l'électorat a dit au gouvernement: «Cessez de tergiverser et agissez». Nous disons que c'est ce qu'il faut faire maintenant et dans un délai fixé. J'aimerais rappeler l'inquiétude de mes collègues et d'autres orateurs à l'égard de la hausse des prix de l'alimentation au Canada aujourd'hui. C'est une inquiétude que ressentent le public en général et les moyens d'information, aussi bien que les députés à la Chambre. Dans un éditorial intitulé: «Qu'ils mangent du maquereau», le journal *Province* de Vancouver, dans son numéro du 16 janvier, doute qu'un autre comité mixte de la Chambre et du Sénat puisse donner les résultats voulus. L'éditorial se lit comme suit:

C'est comme si une bande de voleurs accaparait les revenus et les économies des citoyens à un rythme de 5.1 p. 100 par année (la hausse du coût de la vie et tout ce que le gouvernement peut faire c'est de découvrir la façon dont ils s'y prennent).

En tant que nouveau député élu à la Chambre, j'ai souvent été intrigué par la terminologie qui est employée. Quand j'étais plus jeune, je pensais qu'il ne pouvait y avoir que deux endroits, et que l'un d'eux était celui qu'on voit quand on regarde en bas. Les débats interminables d'hier m'ont appris que l'autre endroit se trouvait là-bas et qu'il en existe plus de trois—l'autre endroit, celui occupé par nos collègues à ma droite, et celui qu'on voit en baissant le regard. Ma surprise a disparu. Je suis heureux que les honorables de l'autre endroit aient été exclus du comité. Je demande instamment que le comité évite scrupuleusement tout conflit d'intérêt chez les députés, peu importe duquel des trois endroits ils proviennent.

Les chiffres cités par le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis), reflètent la gravité de la situation pour ce qui est du coût de la vie, en effet, le député signale que l'indice du prix à la consommation s'est accru d'un peu plus de 17 p. 100 au cours des deux dernières années. Selon le ministère de l'Agriculture, les prix de l'alimenta-